



La croissance de l'économie belge s'établirait à 1,7 % tant en 2017 qu'en 2018

Cette année ainsi que l'année prochaine, la croissance de la zone euro devrait rester soutenue, atteignant respectivement 2,1 % et 1,8 %, en hausse par rapport aux prévisions prévalant en juin dernier. Notre prévision de croissance pour l'économie belge est également revue à la hausse, quoique de façon plus modeste. L'emploi devrait progresser de 104 000 unités sur l'ensemble de la période 2017-2018. Quant à l'inflation, elle ralentirait nettement en 2018.

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Ces perspectives macroéconomiques s'inscrivent dans le cadre de la préparation du budget 2018.

Croissance soutenue pour l'ensemble de la zone euro

La croissance de l'économie mondiale serait sensiblement plus élevée en 2017 et 2018, comparativement à 2016, sous l'impulsion à la fois des économies émergentes et avancées. Aux États-Unis, la croissance devrait s'établir à 2,1 % en 2017 et à 2,4 % en 2018. En ce qui concerne la zone euro, plusieurs indicateurs de confiance révèlent une poursuite de l'évolution positive de l'activité économique, laquelle devrait progresser de 2,1 % en 2017 pour l'ensemble de la zone. En 2018, la croissance s'établirait à 1,8 %, soit un niveau comparable à celui observé ces deux dernières années. En revanche, l'économie du Royaume-Uni, un partenaire commercial de premier plan de la zone euro, fait face à une baisse de la croissance des investissements et à une détérioration du pouvoir d'achat à la suite du vote en faveur du retrait de l'UE.

Différents risques pourraient remettre en cause ce scénario international. En Chine, la croissance soutenue du crédit pourrait déboucher sur une crise de la dette et un ralentissement plus marqué que prévu de la croissance. Un resserrement de la politique monétaire dans les économies avancées pourrait alimenter la nervosité des marchés financiers et creuser les écarts de taux d'intérêt entre membres de la zone euro. La confiance pourrait également être ébranlée par une escalade des tensions géopolitiques actuelles. Enfin, le résultat des négociations sur le Brexit semble encore très incertain.

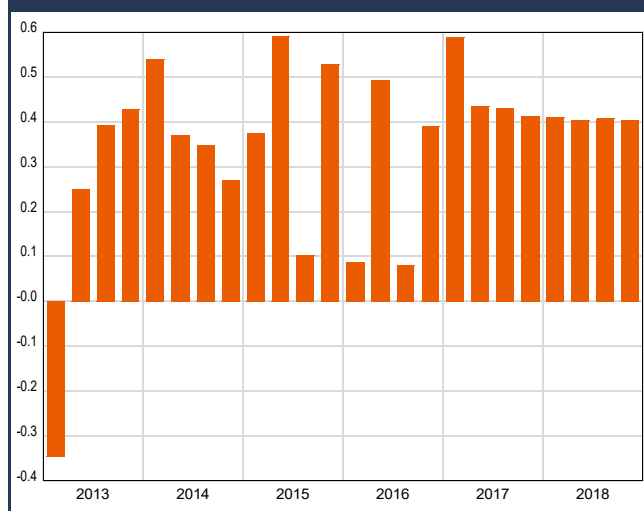
La croissance du PIB belge se renforce sous l'impulsion de la demande intérieure...

L'économie belge a connu un beau début d'année 2017 puisqu'elle a affiché une croissance de 0,6 % au premier trimestre. La croissance du PIB s'est ensuite quelque peu ralentie, pour atteindre 0,4 % au deuxième trimestre ; ce rythme devrait se maintenir au second semestre de 2017 ainsi que dans le courant de l'année 2018, grâce à la dynamique de la demande intérieure. À cet égard, la consommation des particuliers et les investissements des entreprises jouent un véritable rôle moteur. Ainsi, la croissance de l'économie belge devrait

s'établir, sur base annuelle, à 1,7 % tant en 2017 qu'en 2018.

Tout comme en 2016, la croissance des exportations belges est soutenue, en 2017 et 2018, par l'évolution favorable des coûts intérieurs, suite aux mesures prises par le gouvernement afin de limiter le coût du travail. Notons également que la progression en volume des exportations en 2016 et 2017 (respectivement de 6,0 % et 5,5 %) est gonflée par la réorganisation d'une entreprise internationale active sur le marché belge. Cette dernière a en effet considérablement intensifié ses activités d'importation et d'exportation depuis février 2016, sans que cela n'ait d'impact sur la croissance du PIB. En 2018, le ralentissement de la croissance des marchés potentiels d'exportation et l'appréciation de l'euro freineraient la croissance des exportations, laquelle s'établirait à 4,5 %. Le déficit de la balance des opérations courantes s'établirait à 0,5 % du PIB cette année, mais se réduirait à 0,2 % en 2018 suite à la stabilisation du prix du pétrole et à l'appréciation de l'euro.

Evolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



L'an dernier, le revenu disponible réel des particuliers a progressé de 0,9 %. Une croissance plus soutenue est attendue pour 2017 (1,3 %) et davantage encore pour

2018 (2,2 %). En effet, l'impact d'un certain nombre de mesures négatives pour le pouvoir d'achat (comme le saut d'index) disparaissent, tandis que les revenus de la propriété progressent légèrement et que des nouvelles réductions d'impôt sont prévues pour 2018. En outre, le pouvoir d'achat est soutenu par les nombreuses créations d'emplois. La consommation des particuliers a augmenté de 1,2 % l'an dernier ; elle progresserait de 1,6 % en 2017, portée notamment par le haut niveau de la confiance des consommateurs et de 1,8 % en 2018. Après un premier semestre 2017 décevant, la croissance en volume des investissements en logements repartirait progressivement à la hausse pour atteindre, sur base annuelle, 0,9 % en 2017 et 1,0 % en 2018.

En 2016, la croissance en volume des investissements des entreprises s'est limitée à 1,2 %. Ce chiffre a toutefois été influencé à la baisse en raison d'acquisitions exceptionnelles réalisées l'année précédente. En 2017 et 2018, la croissance des investissements devrait être importante (respectivement 4,6 % et 2,7 %), soutenue par le taux élevé d'utilisation des capacités de production industrielle, des perspectives de demande favorables et une rentabilité élevée.

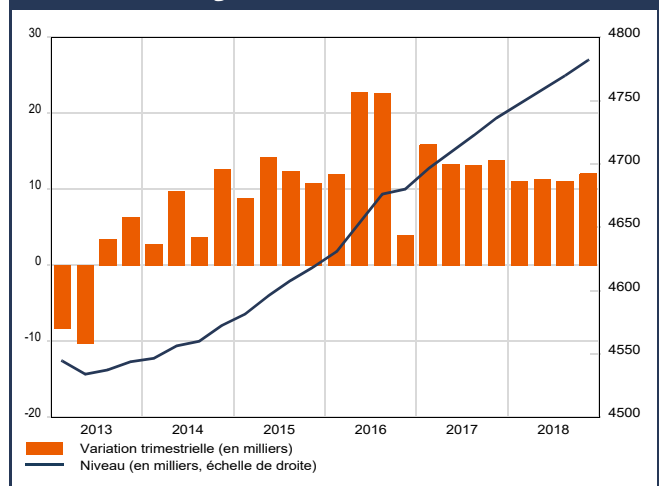
Compte tenu des mesures dont les modalités sont suffisamment claires, la croissance en volume de la consommation publique devrait s'établir à 0,8 % en 2017 et à 0,7 % en 2018. La forte croissance en volume des investissements publics en 2017 (4,0 %) s'explique, en grande partie, par l'augmentation des investissements réalisés par les pouvoirs locaux à l'approche des élections communales. L'an prochain, la croissance des investissements des pouvoirs locaux resterait soutenue. En outre, la croissance de l'ensemble des investissements publics (8,5 %) serait également portée par les investissements de la Flandre réalisés dans le cadre de la liaison Oosterweel.

... et reste intensive en main-d'oeuvre

L'emploi intérieur a progressé de 1,3 % l'an dernier (ce qui représente une création nette de 59 000 emplois), sous l'effet notamment des mesures de réduction du coût du travail. Ces mesures auraient encore un impact positif sur l'emploi cette année et soutiendraient l'intensité en main-d'oeuvre de la croissance de l'activité du secteur marchand. Cependant, l'an prochain, la hausse du coût salarial devrait entraîner une accélération – certes modeste – de la croissance de la productivité du travail. La croissance de l'emploi s'établirait à 1,2 % en 2017 et fléchirait quelque peu pour atteindre 1,0 % en 2018, ce qui représente, cumulativement pour les deux années, une création nette de 104 000 unités. Le nombre de salariés dans le secteur marchand augmenterait de 88 000 unités. Le nombre de travailleurs indépendants continuerait aussi de progresser (de près de 19 000 unités). En revanche, le nombre d'emplois publics diminuerait de près de 3 000 unités.

Le nombre de chômeurs (y compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi) a déjà sensiblement diminué au cours des deux dernières années. En dépit de la croissance de la population active, le nombre de chômeurs continuerait de reculer, et ce à hauteur de 62 000 unités sur l'ensemble de la période 2017-2018. Par conséquent, le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) passerait de 8,5 % en 2015 à 7,1 % en 2018.

Evolution trimestrielle de l'emploi intérieur
Données corrigées des variations saisonnières



Baisse sensible de l'inflation en 2018

L'inflation belge, mesurée sur la base de l'indice national des prix à la consommation, s'est accélérée jusqu'à 2,0 % en 2016, notamment en raison d'une forte augmentation du prix de l'électricité suite à l'introduction ou au relèvement d'un certain nombre d'impôts et de prélèvements et suite à la suppression des kWh gratuits auxquels chaque ménage de Flandre avait droit.

En 2017, l'inflation sous-jacente fléchissait – sous l'effet notamment de la baisse, au cours des dernières années, des coûts salariaux par unité produite – et les pressions à la hausse exercées sur l'inflation par un certain nombre de mesures disparaissent. Toutefois, en raison du niveau sensiblement plus élevé du prix du pétrole, l'inflation totale atteindrait 2,1 %. En 2018, l'inflation serait en net recul jusqu'à 1,2 % en raison de la stabilisation du prix du pétrole et de la suppression de la 'contribution au Fonds Énergie' de la Région flamande (les mesures compensatoires éventuelles ne sont pas prises en compte dans les présentes perspectives).

L'indice santé, qui n'est pas influencé par l'évolution du prix de l'essence et du diesel notamment, progresserait de 1,8 % en 2017 et de 1,1 % en 2018. Selon les prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, l'indice pivot actuel pour les traitements de la fonction publique et les allocations sociales (105,10) ne serait pas dépassé en 2018.

Pour plus d'informations:

Ludovic Dobbelaere , 02/507.74.22, ldo@plan.be; Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge***Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires***

	2015	2016	2017	2018
Dépenses de consommation finale des particuliers	1.1	1.2	1.6	1.8
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	0.5	-0.1	0.8	0.7
Formation brute de capital fixe	2.4	1.7	3.7	2.9
Dépenses nationales totales	1.5	1.1	1.8	1.8
Exportations de biens et services	4.3	6.0	5.5	4.5
Importations de biens et services	4.3	6.0	5.7	4.8
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.0	0.1	0.0	-0.1
Produit intérieur brut	1.5	1.2	1.7	1.7
Indice national des prix à la consommation	0.6	2.0	2.1	1.2
Indice santé	1.0	2.1	1.8	1.1
Revenu disponible réel des particuliers	0.7	0.9	1.3	2.2
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	11.7	11.4	11.1	11.4
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	42.1	59.2	55.8	48.3
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	8.5	7.9	7.4	7.1
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	0.4	-0.4	-0.5	-0.2
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	111.0	110.6	113.6	121.8
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	0.0	-0.3	-0.3	-0.3
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	0.8	0.4	0.7	0.9